

LIBRAMONT

Ph. Courard : « Je n'ai pris aucune décision »

Philippe Courard revient sur les résultats des communales à Libramont et Hotton et se projette déjà vers les régionales de 2019.

● **Julien BIL**

Outre la mission qu'il a présidée à Madagascar, Philippe Courard a également évoqué quelques dossiers relatifs aux élections communales du mois dernier. Et notamment revenu sur les derniers événements intervenus à Libramont.

Rappelons que Jonathan Martin (DÉFI), allié au PS au sein de la liste Libr'Envol, décide le lundi 5 novembre de renier l'accord de majorité conclu le soir des élections avec la liste Libr@vous d'Hélène Arnould. Et de partir finalement avec la liste Chevi 2018 de Laurence Crucifix.

La section locale libramontoise PS était à l'initiative de ce revire-

ment. Il n'en fallait pas plus pour que le PS provincial soit montré du doigt pour avoir autorisé ce renversement. Philippe Courard, président provincial du PS, souhaite donc apporter certaines précisions. « J'ai lu que j'aurais autorisé ce renversement de majorité, en tant que président provincial. Rien n'est plus faux. Je rappellerai que nous avons un sacro-saint principe au PS, inscrit à l'article 12 § 2 de nos statuts et qui dit : « L'Union socialiste communale est seule compétente en matière de politique et de gestion communales ». Chaque section locale est donc indépendante et libre de ses choix. À aucun moment, je n'ai eu à me prononcer sur cette décision. J'en ai évidemment été informé le lundi par M. Binet, président de l'USC de Libramont, jour où j'étais d'ailleurs à Madagascar. L'Union socialiste communale m'a averti qu'elle estimait qu'il y avait rupture de confiance avec la liste Libr@vous. Alors certes, il y avait un accord intervenu au soir des élections, mais encore fallait-il le concrétiser par un pacte de majorité, qui devait être déposé ce lundi, et qui est le seul engagement valable et officiel. C'est évi-

demment dommageable. Mais cette rupture de confiance était bien présente et peut-être étayée par plusieurs arguments objectifs. »

Déjà focalisé sur les régionales de 2019

Quant à sa situation personnelle vécue à Hotton, où rappelons-le, sa liste H120, avec 46 %, a frôlé la majorité absolue et se retrouve reléguée dans l'opposition à la suite de l'alliance survenue entre les listes Entente communale du bourgmestre Jacques Chaplier et Union communale de Jean-François Dewez.

« Je suis évidemment toujours déçu. Malgré tout, j'ai reçu un signal fort des Hottonnais. Il faut accepter. Avec mon groupe, nous nous engageons à mener une opposition constructive en venant avec des propositions innovantes qui, on l'espère, pourront être prises en compte. Je suis par ailleurs déjà focalisé sur l'échéance 2019 où j'opterai pour les élections régionales. J'y rebriguerai un mandat de député wallon pour cinq ans, qui se terminera donc avant les communales de 2024, où je tenterai à nouveau plus que jamais de redevenir bourgmestre de Hotton. » ■

Il vient de conduire une mission à Madagascar

Philippe Courard vient de rentrer de Madagascar où il présidait une mission de la Francophonie dans le cadre du 1^{er} tour des élections présidentielles en cours.

● **Julien BIL**

Madagascar, grande île de l'océan indien, vit actuellement un tournant de son histoire, entamée depuis son indépendance en 1960. Des élections présidentielles y sont actuellement en cours. Le 1^{er} tour de celles-ci vient de se tenir le 7 novembre dernier, avec 36 candidats en lice. Un processus sous haute tension tant la situation politique malgache est instable depuis de nombreuses années.

Pour mener ce processus électoral à bien, les autorités malgaches ont invité l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), qui regroupe 88 pays, à dépêcher sur place une mission d'information et de contact.

Douze experts électoraux au chevet des élections malgaches

Cette mission a réuni onze experts de haut niveau (universitaires, magistrats...), tous spé-

cialisés dans les processus électoraux venant de plusieurs pays de l'espace francophone (Sénégal, Cameroun, Seychelles...). Cette mission qui s'est rendue à Madagascar du 2 au 10 novembre dernier a été présidée par Philippe Courard, président du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Une première !

« C'est en effet très rare de pouvoir présider une telle mission, précise le Hottonnais. Elle s'inscrit dans le prolongement des actions d'accompagnement, par l'OIF, du processus électoral à Madagascar. Un processus en cours qui est très fragile. Nous agissons en appui de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), qui gère l'organisation de ces élections, de la Haute Cour constitutionnelle (HCC) malgache et des médias. C'est dans ce cadre que l'OIF a procédé en septembre dernier à l'audit d'un fichier électoral. Ce contrôle a permis de gommer toute une série d'anomalies. Un fichier finalement jugé acceptable pour permettre la tenue du 1^{er} tour des élections présidentielles le 7 novembre dernier. Acceptable même s'il est encore perfectible. L'élaboration de ce fichier électoral a été établie de manière tout à fait transparente, en collaboration avec les acteurs malgaches ».

Le fichier comprend au final 10 millions d'électeurs appelés aux urnes le 7 septembre dernier. La mission supervisée par

Philippe Courard s'est donc rendue sur place du 2 au 10 novembre pour contrôler la bonne tenue de ces élections très sensibles.

Rencontres et contrôles de bureaux de vote au programme

À Madagascar, la mission a rencontré les autorités nationales, les chefs d'institutions et les acteurs impliqués dans le processus électoral, dont des candidats. Les experts ont également mené des concertations avec les partenaires internationaux et les missions internationales chargées de l'observation de ces élections.

Et le jour du scrutin, les membres de la mission se sont déployés à Antananarivo, la capitale malgache et ses environs pour contrôler une centaine de bureaux de vote. « Il faut savoir qu'il y avait entre 24582 bureaux de vote sur tout le pays. Lors des contrôles opérés là-bas, nous avons vérifié si les mécanismes électoraux mis en place se déroulaient dans de bonnes conditions. Nous avons constaté certaines anomalies et émis des recommandations afin que l'éventuel prochain tour prévu le 19 décembre prochain se passe dans de bonnes conditions ».

« Le droit de vote, un combat quotidien »

Quand on demande à Philippe Courard pourquoi il convient

de témoigner de ce genre de missions effectuées à l'autre bout de la planète, il répond de suite : « Il est important que les citoyens se rendent compte de la chance qu'ils ont de pouvoir s'exprimer et d'émettre leur vote. Dans un pays comme Madagascar, la tenue d'élections ne va pas de soi. Pour certains pays, le droit de vote est un combat quotidien. » ■

Vers un 2^e tour en décembre

À Madagascar, le processus de dépouillement est toujours en cours. La proclamation officielle des résultats du 1^{er} tour ne devrait intervenir que fin de ce mois. « Il y a toujours un risque de non-acceptation des résultats du 1^{er} tour de l'élection présidentielle lors de l'annonce officielle des résultats, craint Philippe Courard. Certains candidats contestent d'ailleurs déjà la procédure mise en place ainsi que les résultats partiels »

Un deuxième tour est prévu le 19 décembre. « S'il se tient, notre mission retournera sur place durant huit jours pour à nouveau encadrer la bonne marche de ce processus ».

J.B.

Madagascar, pays sous haute tension

Malgré ses ressources naturelles très riches, Madagascar figure parmi les pays les plus pauvres du monde. « Si pas le plus pauvre du monde », indique Philippe Courard. Les trois quarts de ses 25 millions d'habitants vivent avec moins de 19 dollar par jour. « Dans ce pays, le fossé entre riches et

pauvres est colossal », poursuit-il. Cette grande île de l'océan indien est régulièrement déstabilisée par des crises politiques depuis son indépendance de la France, intervenue en 1960. Le pays a connu des crises politiques en 2002, 2009 et 2014 et d'importantes

manifestations en avril dernier. Le 1^{er} tour des élections présidentielles s'est donc tenu le 7 novembre dernier, mettant aux prises 36 candidats, dont trois anciens présidents. Selon les résultats partiels, deux d'entre eux, Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana semblent se dégager assez nettement.